



**PRÉFET
DE LA RÉGION
PROVENCE- ALPES-
CÔTE D'AZUR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

MAITRE D'OUVRAGE :
**Direction régionale
des affaires culturelles**
23, boulevard du roi René,
13617 Aix-en-Provence cedex 1

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

OBJET DU MARCHE :

13 - MARSEILLE– Cathédrale de la Major
Travaux de mise en accessibilité

MAITRISE D'OUVRAGE

**MINISTERE DE LA CULTURE
DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES
Conservation régionale des monuments historiques
23, boulevard du Roi René
13617 Aix en Provence Cedex
Tél : 04 42 16 19 20**

MAITRISE D'OEUVRE

**Monsieur Michel TRUBERT, Architecte en Chef des Monuments
Historiques
7 rue de Fleury 77300 FONTAINEBLEAU
trubert.m@wanadoo.fr
Tel : 01 64 22 32 04**

ARTICLE 1 OBIET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES

- 1.1 Objet du Marché - Emplacement des Travaux
- 1.2 Conditions d'exécution
- 1.3 Décomposition en tranches et en lots
- 1.4 Maîtrise d'ouvrage
- 1.5 Maîtrise d'œuvre
- 1.6 Application de la réglementation

ARTICLE 2 PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

- 2.1 Pièces particulières
- 2.2 Pièces générales

ARTICLE 3 PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES
VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

- 3.1 Contrôle de prix de revient
- 3.2 Répartition des paiements
- 3.3 Tranches conditionnelles
- 3.4 Contenu des prix
 - 3.4.1 Contenu des prix
 - 3.4.2 Répartition des dépenses communes de chantier
- 3.5 Variation dans les prix
 - 3.5.1 Modalité de variation de prix
 - 3.5.2 Mois d'établissement des prix du marché
 - 3.5.3 Choix de l'index de référence
 - 3.5.4 Modalités d'actualisation
 - 3.5.5 Actualisation provisoire
 - 3.5.6 Application de la T.V.A.
- 3.6 Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes
 - 3.6.1 Mode d'évaluation des ouvrages et règlement des comptes
 - 3.6.2 Modalités de règlement des comptes
 - 3.6.3 Approvisionnement
- 3.7 Décomptes mensuels et final
 - 3.7.1 Remise de projets de décomptes au vérificateur
 - 3.7.2 Décompte mensuel
 - 3.7.3 Décomptes définitifs partiels
- 3.8 Paiement des sous-traitants
 - 3.8.1 Désignation de sous-traitants
 - 3.8.2 Modalité de paiement direct

ARTICLE 4 DELAI D'EXECUTION

- 4.1 Délai d'exécution des travaux
- 4.2 Calendrier détaillé d'exécution
- 4.3 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux
- 4.4 Panneau de chantier
- 4.5 Retard sur le délai d'exécution
- 4.6 Retard sur la présentation des échantillons
- 4.7 Délais et retenues pour la remise de documents

ARTICLE 5 CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

- 5.1 Cautionnement
- 5.2 Avance forfaitaire
- 5.3 Avance sur matériel

ARTICLE 6 PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

- 6.1 Provenance des matériaux et produits
- 6.2 Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits
- 6.3 Prise en charge, manutention et conservation par l'entrepreneur des matériaux et produits fournis par le maître d'ouvrage

ARTICLE 7 IMPLANTATION DES OUVRAGES

ARTICLE 8 PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

- 8.1 Période de préparation, programme d'exécution des travaux
- 8.2 Plans d'exécution - Notes de calcul - Etudes de détail
- 8.3 Organisation, hygiène et sécurité des chantiers
 - 8.3.1 Installation des chantiers de l'entreprise
 - 8.3.2 Travaux sur un site et un bâtiment en fonctionnement
 - 8.3.3 Lieux de dépôt des déblais en excédent
 - 8.3.4 Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier
 - 8.3.5 Contrôle technique
 - 8.3.6 Autorisations administratives
 - 8.3.7 Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique
 - 8.3.8 Panneau de chantier
 - 8.3.9 Permis de feu
 - 8.3.10 Matériaux, objets, vestiges trouvés sur le chantier
- 8.4 Garde du chantier en cas de défaillance d'un entrepreneur
- 8.5 Rendez-vous de chantier

ARTICLE 9 CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX

- 9.1 Essais et contrôles des ouvrages
- 9.2 Réception
- 9.3 Documents fournis après exécution
- 9.4 Délai de garantie
- 9.5 Assurances
- 9.6 Taxe d'apprentissage
- 9.7 Résiliation du marché

ARTICLE 10 DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

ARTICLE 1 OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Objet du Marché - Emplacement des Travaux

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent les travaux de mise en accessibilité de la cathédrale de la Major à Marseille (Bouches du Rhône). La description des ouvrages, leur localisation et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des charges.

1.2 Conditions d'exécution

Les travaux seront exécutés conformément aux directives de l'architecte et soumis à son approbation.

Les techniques traditionnelles seront utilisées en priorité et respecteront les sujétions des DTU et des normes françaises NF ou normes équivalentes.

L'utilisation de matériaux nouveaux ou de procédés de construction non traditionnels devra faire l'objet de justifications techniques précises. Le cas échéant, l'avis technique du CSTB sera requis. Pour les ouvrages non agréés par le CSTB, l'entrepreneur devra souscrire, en sus de son assurance de base, un engagement de responsabilité décennale.

1.3 Décomposition en tranches et en lots

Les travaux sont répartis en une tranche unique

Les travaux comportent trois lots :

Lot 1 - Installation de chantier / structure/maçonnerie/voirie/signalétique

Lot 2 – Elévateur

Lot 3 – Electricité

1.4 Maîtrise d'ouvrage

La maîtrise d'ouvrage est assurée par la Direction régionale des affaires culturelles, Conservation régionale des monuments historiques

1.5 Maîtrise d'œuvre

En application des dispositions du code du patrimoine, relatives aux Architectes en Chef des Monuments Historiques, la maîtrise d'œuvre est assurée par monsieur Michel TRUBERT, Architecte en Chef des Monuments Historiques.

1.6 Application de la réglementation

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Dans le cas de prestataires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les co-traitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En cas de litige, le droit français est seul applicable et les tribunaux français sont seuls compétents.

Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de la Communauté Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte du marché est l'Euro. Le prix, libellé en Euros, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues aux articles L 2193-3, R 2193-1 et R 2193-4 du code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°.....du.....ayant pour objet

Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.

Les demandes de paiement seront libellées en euros. "

ARTICLE 2 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHE (pièces contractuelles)

Le marché est constitué des éléments contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante

2.1 Pièces particulières

- l'acte d'engagement,
- le CCAP,
- le CCTP
- Le mémoire technique
- le cadre de bordereau de prix,
- la documentation graphique et photographique et/ou note de présentation,
- le calendrier prévisionnel des travaux.

2.2 Pièces générales

- Le cahier des clauses techniques générales (C.C.T.G.) applicable aux marchés de travaux de bâtiment passés au nom de l'Etat actuellement constitué par les fascicules rendus obligatoires par le décret n° 96-420 du 10 mai 1996 (J.O. du 18 mai 1996)
- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicable aux marchés publics de travaux approuvé par arrêté du 30 mars 2021 .
- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) titre I partie commune édité par le Ministère de la Culture et de la Communication
- Le cahier des clauses spéciales des documents techniques unifiés (C.C.S./D.T.U.) tels qu'ils sont énumérés à l'annexe n° 1 de la circulaire du 27 juin 1990 du Ministère de l'Economie et des Finances compte tenu des modifications qui leur sont apportées par l'annexe n° 2 de la dite circulaire
- Les fascicules techniques et les modes de métré applicables aux marchés publics de travaux, établis par la Direction du patrimoine du Ministère de la Culture et de la Communication, approuvés en date du 2 mai 1988 relatifs : aux ouvrages de maçonnerie, Gros œuvre et pierre de taille

ARTICLE 3 : PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

3.1 Contrôle de prix de revient

Le présent marché est soumis au contrôle des prix de revient tel que défini par l'article L2196-4 à 6 du code de la commande publique.

3.2 Répartition des paiements

L'acte d'engagement et ses annexes indiquent ce qui doit être réglé respectivement à l'entrepreneur titulaire et à ses sous-traitants, à l'entrepreneur mandataire, ses co-traitants et leurs sous-traitants.

La demande d'acompte et son versement s'effectuent dans le cadre des articles R.2191-21 et suivants du code de la commande publique et sur la base des prestations effectuées. Les demandes d'acomptes et le solde sont justifiés à partir du constat du service fait.

La périodicité peut être ramenée à un mois selon les conditions fixées à l'article R.2191-22 du code de la commande publique.

Le paiement des acomptes n'a pas de caractère définitif.

3.3 Tranches optionnelles

Sans objet

3.4 Contenu des prix

3.4.1 Contenu des prix

Par le seul fait de soumissionner, l'entrepreneur reconnaît :

- qu'il a pris connaissance de la totalité des pièces constitutives du marché et compris les sujétions liées aux autres lots si l'opération en comporte ;
- qu'il a apprécié toutes les sujétions normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieux où s'exécutent les travaux ;

- qu'il a tenu compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la Sécurité et la Protection de la Santé (SPS), depuis la notification du marché jusqu'à la fin du délai de garantie de parfait achèvement.

L'entrepreneur se conformera, sans pouvoir demander aucune indemnité ou augmentation du prix souscrit, aux instructions qui lui seront données par l'architecte, maître d'œuvre en ce qui concerne les heures d'entrée et de sortie des ouvriers, l'emplacement et le dépôt du matériel et des matériaux.

L'entrepreneur supportera, sans indemnité ni augmentation du prix souscrit, les mesures et les interruptions de travail nécessitées par les besoins de fonctionnement ou d'exploitation de l'établissement dans lequel s'effectuent ses travaux.

Les prix du marché sont établis :

- en considérant comme normalement non prévisible si l'une de ces intensités limites est dépassée pendant 30 jours consécutifs, au-delà desquels seulement il y aura remise en cause des prix en application de l'article 17 du C.C.A.G.

- en considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels lorsqu'ils ne dépassent pas les intensités limites indiquées ci-après:

- o vent : 100 km/heure établi soit 126 km/h en rafale
- o pluie : 20 mm/jour pendant 8 jours consécutifs soit 52 mm dans une journée
- o neige : 10 cm d'épaisseur pendant 8 jours consécutifs soit 25 cm dans une journée
- o température (gel) : moins (-) 8° C pendant 8 jours consécutifs ou - 25° C sous abri
- o température (canicule) : plus (+) 35° C pendant 8 jours consécutifs ou + 38° C sous abri

De plus, les prix sont réputés comprendre, en complément des dispositions du C.C.A.G. - Travaux :

- toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux y compris les frais généraux, impôts et taxes et assurer à l'entrepreneur une marge pour risques et bénéfices

- les pertes, avaries et dommages dans les conditions de l'article 17 du C.C.A.G.

- les soins particuliers, les difficultés d'exécution ou celles de l'emploi de matériaux découlant de la nature particulière des travaux de restauration des monuments historiques impliquant :

- o l'harmonisation des parties restaurées avec les parties anciennes,
- o l'obligation d'emploi d'une main d'œuvre qualifiée parfaitement adaptée à la nature des travaux à réaliser,
- o l'obligation d'emploi des matériaux de choix,
- o les précautions à prendre pour ne dégrader en rien les parties conservées de l'édifice,

- les moyens pour assurer la sécurité des personnes et des biens

- les frais d'assurances mentionnés à l'article 8 du présent C.C.A.P.

- les frais d'établissement des attachements écrits et figurés à fournir par l'entrepreneur lors de la préparation du chantier, de l'exécution des travaux et en fin de chantier.

- les frais de coordination et de contrôle, par l'entrepreneur, de ses sous-traitants ainsi que les conséquences de leurs défaillances éventuelles.

- les droits de voirie éventuels seront réglés par l'entreprise en lieu et place du Maître d'Ouvrage.

3.4.2 Répartition des dépenses communes de chantier

La description des installations communes de chantier et les titulaires des lots qui en ont la charge, lorsqu'il est prévu l'intervention de plusieurs lots dans l'opération, sont donnés au C.C.T.P.

Chaque entrepreneur a la charge de l'évacuation de ses propres gravois jusqu'aux lieux de stockage fixés par le maître d'œuvre. L'enlèvement des déblais stockés et leur transport à la décharge sont régis par le C.C.T.P.

Chaque entrepreneur a la charge du nettoyage, de la réparation et de la remise en état des installations qu'il a salies ou détériorées.

Les dépenses indiquées ci-après font l'objet d'une répartition entre tous les entrepreneurs lorsqu'il est prévu l'intervention de plusieurs lots dans l'opération, proportionnellement aux montants des décomptes finaux de leurs marchés :

- Consommation d'eau, d'électricité et de téléphone.

- Frais de remise en état de la voirie, des réseaux divers détériorés lorsqu'il y a impossibilité d'en connaître le responsable.

- Frais de réparation et de remplacement des fournitures et matériels mis en œuvre et détériorés ou détournés, lorsqu'il y a impossibilité d'en connaître le responsable. Cette clause relative aux détournements ne s'applique pas si le gardiennage de chantier est prévu contractuellement. Dans ce cas, l'entreprise chargée de gardiennage supporte les dépenses directes ou indirectes occasionnées par les détournements.

3.5 Variation dans les prix

3.5.1 Modalité de variation de prix

Les prix sont révisibles suivant les modalités fixées au 3.5.3 et 3.5.4 du présent document.

3.5.2 Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la signature de l'acte d'engagement par l'entreprise.

3.5.3 Choix de l'index de référence

Les index de référence I, choisis en raison de leurs structures pour la révision des prix des travaux faisant l'objet des lots sont les suivants :

<i>libellé</i>	<i>index</i>
Lot 1 - Installation de chantier / structure/maçonnerie/voirie/signalétique	100% BT01
Lot 2 – Elévateur	100% BT01
Lot 3 : Electrcicité	100% BT01

- publiés sur le site du sur le site de l'INSEE
<http://www.bdm.insee.fr/bdm2/choixCriteres.action?codeGroupe=2>

3.5.4 Modalités de révision

$$P = P^{\circ} \times (0,15 + 0,85 \text{ BT}/\text{BT}^{\circ})$$

dans laquelle :

P = Prix révisé

P° = Prix initial valeur mois zéro (hors TVA)

0,15 = Partie fixe obligatoire

0,85 = Partie révisable

BT (ou ING) et BT°(ou ING°) = Valeurs prises par l'index bâtiment (Ingénierie) de référence ING

3.5.5 Révision provisoire

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la variation définitive, laquelle intervient sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

3.5.6 Application de la T.V.A.

Les montants des acomptes mensuels et du solde sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'établissement des pièces de paiement. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général, en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors des encaissements correspondants.

3.6 Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes

3.6.1 Mode d'évaluation des ouvrages

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché sont réglés par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans le bordereau quantitatif estimatif.

L'entrepreneur est tenu de produire dans les délais fixés et sans incidence financière, les justifications et/ou les prévisions de prix qui lui sont demandées par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre.

Les ouvrages ou prestations ne donnant pas entière satisfaction pourront connaître un abattement pouvant aller jusqu'à 75% du prix correspondant.

Les travaux supplémentaires au marché devront recevoir avant tout commencement un accord formel du maître d'ouvrage. Ils seront approuvés par avenant. Ils feront l'objet d'un ordre de service.

Ils seront réglés au prix du bordereau quantitatif estimatif, tout d'abord, à défaut par assimilation au prix du bordereau quantitatif estimatif après accord du maître d'ouvrage, ou enfin conformément à l'article 13 du C.C.A.G. Ces prix subiront les conditions de variation fixées à l'article 3.5 ci-avant.

Les travaux en régie ne sont acceptés qu'à titre tout à fait exceptionnel, suivants attachements reconnus et signés par l'Architecte maître d'œuvre.

Ces travaux seront réglés suivant les prix de règlement horaire de la série pour le corps d'état intéressé, affectés du coefficient main d'œuvre (M.O) du corps d'état du mois d'établissement des prix avec abattement de 10%. Ils subiront les conditions de variation fixées à l'article 3.4. du présent C.C.A.P.

3.6.2 Modalités de règlement des comptes

Les projets de décomptes seront présentés par l'entreprise et intitulés :

- « situation de travaux » pour les décomptes mensuels ;
- « mémoire définitif partiel » ;
- « mémoire récapitulatif général » pour le décompte final.

Le présent marché est soumis à un délai global de paiement fixé à 30 jours conformément à l'article R2192-10 du code de la commande publique .

En cas de dépassement de ce délai, le titulaire bénéficiera du versement d'intérêts moratoires

Le point de départ du délai global de paiement des acomptes est la date de réception du projet de décompte.

Le point de départ du délai global de paiement du solde est la date de notification au pouvoir adjudicateur après acceptation par le titulaire du décompte général et définitif par le titulaire.

3.6.3 Approvisionnement

En complément de l'article 10.4 du C.C.A.G., il est précisé que les approvisionnements peuvent figurer dans les décomptes mensuels si les deux conditions suivantes sont respectées :

- les approvisionnements ne peuvent être pris en compte que si leur mise en œuvre est prévue effectuée dans un délai maximum de 2 mois à compter de la production du décompte ;
- à l'appui de tout projet de décompte comportant des approvisionnements, l'entrepreneur ou le sous-traitant doit justifier qu'il a effectivement payé les matériaux et éléments concernés, les approvisionnements ne peuvent être pris en compte que s'ils sont lotis de telle manière que leur destination ne fasse aucun doute.

Le règlement des approvisionnements sera effectué sur la base seule des prix de fournitures des matériaux rendus sur place, lus dans le bordereau quantitatif estimatif et par dérogation à l'article 10.4 du C.C.A.G. affectés d'un abattement de 20 %. Les matériaux dont la valeur de fourniture seule ne figure pas dans le dit bordereau pourront être pris en compte sur la présentation d'un sous-détail de prix fourni par l'entreprise.

3.7 Décomptes mensuels et définitifs

Le nombre d'exemplaires des projets de décomptes mensuels, partiels définitifs trimestriels et décomptes finaux dont l'entreprise doit la production est fixé à quatre (deux décomptes détaillés et deux décomptes résumés).

L'entrepreneur devra remettre le dix de chaque mois à l'économiste un projet de décompte mensuel/situation de travaux se rapportant aux travaux exécutés au cours du mois précédent.

A l'issue de trois décomptes mensuels/situations de travaux, l'entrepreneur devra produire un mémoire définitif partiel des travaux exécutés correspondant aux travaux qui ont fait l'objet des trois décomptes.

En fin d'opération ou de tranche, l'entrepreneur devra produire un mémoire récapitulatif général correspondant à l'ensemble des travaux réalisés.

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des entrepreneurs solidaires, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévues dans le marché.

Le titulaire devra utiliser les modèles de Décompte(s) Mensuel(s) - D.M., de Décompte(s) Final(aux) - D.F., et d'attestation de paiement de sous-traitant - S.T., établis et fournis par le Maître d'œuvre.

3.8 Paiement des sous-traitants

3.8.1 Désignation de sous-traitants

L'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance sont constatés par un acte spécial annexé à l'acte d'engagement et signé par le pouvoir adjudicateur du marché et par l'entrepreneur qui conclut le contrat de sous-traitance. Si cet entrepreneur est un co-traitant l'acte spécial est contresigné par le mandataire des entrepreneurs groupés.

L'entrepreneur qui envisage de recourir à des sous-traitants remet au pouvoir adjudicateur la copie conforme de son marché qui lui a été délivrée, afin que le pouvoir adjudicateur modifie la formule d'exemplaire unique.

L'acte spécial indique :

- le nom, la raison ou la dénomination sociale du sous-traitant et son adresse ;
- la nature et le montant des prestations sous-traitées ;
- les conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

Il indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- les renseignements mentionnés dans les commentaires de l'article 3 du C.C.A.G. ;
- le compte à créditer.

Le sous-traitant doit également présenter l'ensemble des documents administratifs demandés au titulaire pour l'établissement de son marché, ainsi que tous les renseignements permettant d'évaluer ses capacités professionnelles, techniques et financières aux mêmes conditions édictées dans le règlement de consultation.

3.8.2 Modalité de paiement direct

Pour les sous-traitants, le titulaire joint au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par le maître d'ouvrage à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle variation dans les prix prévue dans le contrat de sous-traitance.

Pour les sous-traitants d'un entrepreneur co-traitant d'un groupement, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe au projet de décompte, signée par ledit entrepreneur et indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage au sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle variation dans les prix prévue dans le contrat de sous-traitance. L'attestation de paiement sera également co-signée par le mandataire du groupement.

ARTICLE 4 : DELAI D'EXECUTION

4.1 Délai d'exécution des travaux

Le délai d'exécution des travaux est fixé dans l'acte d'engagement et commence à courir à la date fixée à l'ordre de service.

Le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles, au sens des articles 18.2.3 du C.C.A.G. et 3.4.1 du présent CCAP, est inclus dans le délai contractuel.

4.2 Calendrier détaillé d'exécution

Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par le maître d'œuvre après consultation des entrepreneurs titulaires des différents lots dans le cadre du calendrier prévisionnel d'exécution.

4.3 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier, sont compris dans le délai d'exécution.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais de l'entrepreneur après mise en demeure par ordre de service sans préjudice d'une pénalité de 200 euros par jour de retard, conformément à l'article 37 du C.C.A.G.

4.4 Panneau de chantier

En cas de retard dans la mise en place du panneau de signalisation de chantier, une retenue égale à 200 € H.T. sera opérée sur les sommes dues à l'entrepreneur.

4.5 Retard sur le délai d'exécution

Du simple fait de la constatation d'un retard par le maître d'œuvre, l'entrepreneur encourt une pénalité journalière de 1/1000^e du montant du lot considéré par jour calendaire de retard, dans les cas suivants :

- l'entrepreneur n'a pas achevé les travaux lui incombant dans le délai d'exécution propre à son lot ;
- l'entrepreneur bien qu'ayant terminé ses travaux dans ce délai a perturbé la marche du chantier ou provoqué des retards dans le déroulement des marchés relatifs aux autres lots.

4.6 Retard sur la présentation des échantillons

En cas de retard dans la présentation des échantillons, il sera appliqué, par jour de retard, après notification de l'ordre de service enjoignant à l'entrepreneur de remplir ses obligations une pénalité de 1/3000 du montant du marché.

4.7 Délais et retenues pour la remise de documents

En cas de retard dans la remise de documents graphiques, écrits ou photographiques et dans la présentation des échantillons, il sera appliqué, par jour de retard, après notification de l'ordre de service enjoignant à l'entrepreneur de remplir ses obligations une pénalité de 1/3000 du montant du marché.

Dans les deux mois suivant la réception, l'entrepreneur remet les documents à fournir après exécution, conformément à l'article 40 du CCAG. En cas de retard, une pénalité de 1/3000 du décompte général définitif sera également appliquée par jour de retard.

ARTICLE 5 : CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

5.1 Cautionnement

Le titulaire du présent marché est dispensé de constituer un cautionnement.

5.2 Avance forfaitaire

Une avance est accordée au titulaire d'un marché lorsque le montant initial du marché ou de la tranche affermie est supérieur au seuil fixé par prévue aux articles L 2191-2 et R 2191-3 du code de la commande publique et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois. Cette avance n'est due au titulaire du marché que sur la part du marché qui ne fait pas l'objet de sous-traitance. Le titulaire peut refuser le versement de l'avance.

En dessous de ce seuil, l'entrepreneur peut en faire la demande.

Le paiement de l'avance forfaitaire intervient sans formalité dans le délai de 30 jours compté à partir de la date à laquelle commence à courir le délai contractuel d'exécution.

Son montant ne sera ni révisé, ni actualisé.

5.3 Avance sur matériel

Aucune avance sur matériel de chantier n'est versée à l'entrepreneur.

ARTICLE 6 : PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

6.1 Provenance des matériaux et produits

Le CCTP fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché.

6.2 Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

Le CCTP définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG et du CCTG concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant quantitatives que qualitatives, sur le chantier.

6.3 Prise en charge, manutention et conservation par l'entrepreneur des matériaux et produits fournis par le maître d'ouvrage

Le CCTP désigne les matériaux, produits et composants de construction qui sont fournis par le maître d'ouvrage et précise les lieux et cadences de leur prise en charge, ainsi que les modalités de leur manutention et de leur conservation à assurer par l'entrepreneur.

Ces opérations font l'objet d'une rémunération de l'entrepreneur sur les prix unitaires portés au bordereau quantitatif estimatif.

ARTICLE 7 : IMPLANTATION DES OUVRAGES

Les dispositions correspondantes sont précisées au CCTP.

ARTICLE 8 : PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

8.1 Période de préparation, programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation commune à tous les marchés, qui n'est pas comprise dans le délai d'exécution de l'ensemble des lots. Sa durée ne peut excéder un mois, elle commence à courir à compter de la date de notification de l'ordre de service.

Il est procédé au cours de cette période, conformément à l'article 28.2 et 4 du CCAG, aux opérations énoncées ci-après :

- élaboration par le maître d'œuvre après consultation des entrepreneurs, du calendrier détaillé d'exécution visé au 4.2 du CCAP ;
- établissement par les entrepreneurs, sous la coordination du maître d'œuvre, du programme d'exécution des travaux auquel est annexé le projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires prévus à l'article 28.2 du CCAG ;
- établissement et remise au maître d'œuvre des plans d'exécution, notes de calcul et études des détails nécessaires pour le début des travaux dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG et à l'article 8.2 du CCAP ;
- établissement par les entrepreneurs des plans particuliers d'hygiène et sécurité sous la conduite du coordonnateur SPS ;
- demande d'autorisation de voirie, de raccordement aux réseaux par l'entrepreneur ;
- toutes démarches administratives nécessaires au démarrage du chantier ;
- commande des matériaux et matériels nécessaires au démarrage du chantier.

8.2 Plans d'exécution - Notes de calcul - Etudes de détail

Les plans, notes de calcul, dimensionnements, études de détail des ouvrages, la description des modes opératoires, planning d'intervention sont soumis à l'approbation du maître d'œuvre avant tout début d'exécution, avec copie au maître d'ouvrage.

Les échantillons et essais prescrits au CCTP sont soumis à l'approbation du maître d'œuvre avant toute mise en œuvre.

Le maître d'œuvre doit valider ou refuser les documents ou échantillons soumis et formuler ses observations à l'entrepreneur au plus tard trente jours après leur réception ou leur présentation.

8.3 Organisation, hygiène et sécurité des chantiers

8.3.1 Installation des chantiers de l'entreprise

La description des installations communes de chantier et les titulaires des lots qui en ont la charge, lorsqu'il est prévu l'intervention de plusieurs lots dans l'opération, sont donnés au CCTP.

Le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

L'évacuation des EP durant les travaux sera maintenue par tous les dispositifs provisoires nécessaires.

Seuls, devront être utilisés par le personnel de l'entreprise les parcours, accès et locaux désignés. L'entrepreneur devra veiller à ce que les échafaudages, matériels et agrès ne permettent pas l'accès de l'édifice aux personnes étrangères à l'entreprise.

8.3.2 Travaux sur un site et un bâtiment en fonctionnement

L'entrepreneur reconnaît s'être informé, avant de soumissionner, des dispositions à prendre pour ne pas gêner le fonctionnement des services. Il prendra alors toutes les précautions particulières du fait de l'intervention sur un site occupé par du personnel ou des visiteurs : protection contre la poussière, le bruit, les vibrations, nécessité impérative de maintenir en activité les services et équipements techniques.

De même pour le maintien des accès, le maintien de la distribution d'énergie, des moyens de communication, de tous les organes de sécurité.

L'inobservation de ces règles entraînera l'application de pénalité de 200 € H.T. pour chaque constat fait soit par le maître d'œuvre, le maître d'ouvrage ou le responsable du site après mise en demeure restée sans effet.

8.3.3 Lieux de dépôt des déblais en excédent

Chaque entrepreneur doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux dont il est chargé.

Les déblais en excédent seront entreposés dans des décharges réglementées.

8.3.4 Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier

En application des textes en vigueur concernant la loi n° 93 1418 du 31/12/93 et des décrets n° 94 1159 du 26/12/94, n° 95 543 du 04/05/95 et n° 95 607 et 608 du 06/05/96, relatif à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de sécurité et protection de la santé, lors des opérations de bâtiment et de génie civil, un coordonnateur de Santé-Sécurité est missionné dans le cadre du présent marché.

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du code du travail, ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière d'hygiène, de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent marché sous le nom de « coordonnateur SPS »

Les entrepreneurs sont tenus d'établir des plans particuliers d'hygiène et sécurité sous la conduite du coordonnateur SPS. Ce dernier établira un plan général de coordination.

L'entrepreneur qui, pour son intervention, a déplacé un dispositif de sécurité collectif, a l'obligation et la charge de le remettre en place immédiatement pour assurer son bon fonctionnement durant la durée du chantier. De même, la remise en place définitive est à sa charge.

Les dispositifs de sécurité mis en place par un entrepreneur pour son intervention personnelle (échafaudage de façade, filet de protection, etc.) ne peuvent être déplacés ou modifiés que par celui-ci.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993.

Le coordonnateur SPS informera le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tel que chute de hauteur, ensevelissement etc...), le coordonnateur SPS doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer ce danger. Il peut à ce titre arrêter tout ou partie du chantier.

L'entrepreneur est tenu de recueillir auprès du responsable de l'édifice les renseignements lui permettant d'établir à l'usage de son personnel les consignes particulières concernant la sécurité, le vol et l'incendie.

L'entrepreneur s'engage à ce que l'ensemble de son personnel respecte les règles et consignes de sécurité incendie durant toute la durée des travaux.

8.3.5 Contrôle technique

Un bureau de contrôle technique sera désigné ultérieurement.

8.3.6 Autorisations administratives

Par dérogation à l'article 31.3 du CCAG, l'entrepreneur est tenu d'obtenir les permissions de voirie.

8.3.7 Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique

La signalisation des chantiers dans les zones intéressant la circulation publique doit être conforme à l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, définie par l'arrêté du 24 novembre 1967 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié.

Le titulaire est tenu d'adapter cette signalisation en fonction de l'évolution du chantier.

La signalisation consécutive aux travaux est réalisée par l'entreprise qui est responsable de son fonctionnement.

8.3.8 Panneau de chantier

Dès lors que cette prestation est prévue par le CCTP, l'entreprise titulaire est tenue d'installer un panneau de chantier dont les caractéristiques seront déterminées par le maître d'ouvrage. Le modèle est fourni par le maître d'ouvrage et le panneau soumis à sa validation.

Aucun affichage autre que le panneau de chantier n'est autorisé sur le chantier, les échafaudages et le monument. Le non-respect de cette clause, outre les amendes prévues par le code du patrimoine relatives à la publicité, entraînera l'application d'une pénalité de 200 € H.T. à chaque constat fait par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre.

8.3.9 Permis de feu

L'entrepreneur sera tenu de demander au maître d'œuvre la délivrance d'un permis de feu à établir en trois exemplaires, dont un destiné au responsable de l'édifice.

Ce permis implique pour l'entreprise de se conformer aux mesures de protection contre l'incendie qui lui seront prescrites et de disposer sur ce chantier de moyens de lutte de première intervention contre l'incendie, en nombre suffisant et disposés en accord avec le maître d'œuvre, dont un à disposition immédiate de l'ouvrier intervenant au point chaud.

Pour tout travail par point chaud, l'entreprise avisera les responsables de l'édifice et disposera à proximité des dits travaux des moyens d'extinction adaptés. Tout ouvrage de soudure sera suspendu 2 heures avant la fin de la journée de travail.

8.3.10 Matériaux, objets, vestiges, trouvés sur le chantier

En complément des dispositions prévues à l'article 33 du CCAG lorsque les matériaux mettent au jour des objets ou des vestiges pouvant avoir un caractère artistique, archéologique ou historique, l'entrepreneur doit en informer immédiatement le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre.

8.4 Garde du chantier en-cas de défaillance d'un entrepreneur

Si le marché relatif à un autre lot que celui désigné comme responsable des installations de chantier est résilié, le responsable des installations doit assurer la garde des ouvrages, approvisionnement et installation, réalisés par l'entrepreneur défaillant et ce jusqu'à la désignation d'un autre entrepreneur.

Les dépenses supplémentaires entraînées par cette garde feront l'objet d'un devis justifié présenté au maître d'ouvrage. A défaut, il sera considéré que cette garde n'entraîne pas de frais supplémentaires.

8.5 Rendez-vous de chantier

Les rendez-vous de chantier sont fixés par le maître d'œuvre. La présence des entreprises est requise impérativement.

En cas d'absence à la réunion de chantier le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 52.1 du CCAG, une pénalité fixée à 100 € H.T.

ARTICLE 9 : CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX

9.1 Essais et contrôles des ouvrages

Les essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrages prévus dans les pièces constitutives du marché sont assurés par l'entrepreneur suivant les directives du maître d'œuvre.

Le résultat et contrôle recevront la validation du maître d'œuvre dans les 30 jours.

Par dérogation au 2e alinéa de l'article 38 du CCAG, si le maître d'œuvre, avec l'accord du maître d'ouvrage, prescrit pour les ouvrages ou essais ou contrôles autres que ceux prescrits dans les documents contractuels du marché, ils sont à la charge du maître d'ouvrage si les résultats se révèlent favorables à l'entreprise et à la charge de l'entreprise dans le cas contraire.

9.2 Réception

Il est rappelé qu'en application des dispositions de l'article 41 du CCAG, l'entrepreneur est tenu d'aviser le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre, par lettre recommandée de la date à laquelle il estime que les travaux ont été achevés ou qu'ils le seront.

La réception peut être prononcée sous réserve de l'exécution d'épreuves dont les modalités, leur nombre et les laboratoires chargés des épreuves, sont donnés dans le CCTP.

9.3 Documents fournis après exécution

En complément de l'article 11 du CCAG, l'entrepreneur à la charge d'établir tous les documents nécessaires à la constatation des quantités d'ouvrages exécutés en 4 exemplaires :

- les attachements écrits et figurés comportant toutes les informations utiles pour l'établissement et la vérification des décomptes. Les mémoires font expressément référence aux attachements. Ils indiqueront impérativement pour les ouvrages de maçonnerie et pierre de taille : parties intéressées exprimées en plans, coupes et élévation à l'échelle 2 cm par mètre, côtes de construction, côtes d'altitude et points de référence indiquées sur plan et coupes, profils au 1/10^e des moulures, repérage des parties existantes, des parties neuves, des parties remaniées ;

- pour les ouvrages qui le nécessitent, le dossier photographique montrant les ouvrages, avant, durant et après l'exécution des travaux.

Ces documents seront annexés aux mémoires définitifs et devront être fournis conformément à l'article 40 du CCAG et 4.7 du CCAP.

Si l'objet du marché le justifie, le titulaire remet au maître d'œuvre en trois exemplaires dont un reproducible : au plus tard lorsqu'il demande la réception, les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages établies conformément aux prescriptions et recommandations des normes françaises en vigueur.

9.4 Délai de garantie

Le délai de garantie, conformément à l'article 44.1 du CCAG-travaux, est fixé à un an à compter de la date d'effet de la réception.

9.5 Assurances

Avant tout commencement d'exécution, ainsi que durant toute la période d'exécution du marché, l'entrepreneur ainsi que les sous-traitants éventuels doivent justifier qu'ils sont titulaires :

- d'une assurance destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître de l'ouvrage, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif, du fait de l'exécution des travaux en cours de réalisation ou après sa réception ;

- d'une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 2270 du Code Civil, pour les ouvrages qui, du fait de leurs caractéristiques archéologique ou historique, ne répondent pas aux normes, D.T.U. et règles de calculs, ainsi que pour les ouvrages mettant en oeuvre des matériaux de récupération fournis ou non par le titulaire.

En cas de travaux sur existant, ces garanties doivent impérativement comporter une clause d'extension, dans les conditions similaires à celles prévues par la loi du 4 janvier 1978 et par l'annexe I de l'article A 243-1 précitée, aux dommages consécutifs aux travaux neufs, subis par les parties anciennes de la construction.

L'entreprise justifiera de ces assurances à première demande du maître d'ouvrage. A défaut, le chantier sera interrompu et il sera appliqué, par jour de retard à compter de la date d'interruption de chantier, une pénalité de 1/3000 du montant du marché.

9.6 Taxe d'apprentissage

Conformément à l'arrêté du 24/02/1944, l'entrepreneur titulaire d'un marché de travaux de taille de pierre est tenu de s'affilier à un organisme d'apprentissage préparant, sous le contrôle de l'état, des tailleurs de pierre spécialistes pour les monuments historiques.

9.7 Résiliation du marché

Le marché pourra être résilié dans les cas prévus aux articles L. 2195-1 à L. 2195-6 du Code de la commande publique ainsi que dans les cas prévus au CCAG.

Après signature du marché, en cas d'inexactitude des documents et des renseignements prévus aux articles R. 2142-5 et s. et R. 2162-27 et s. du code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du code du travail conformément à l'article 46 du code des marchés publics, le

marché sera résilié, après mise en demeure restée infructueuse, aux torts du titulaire selon les dispositions du CCAG de référence.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire n'a droit à aucune indemnité de résiliation.

9.8 Exécution aux frais et risques du titulaire

L'exécution aux frais et risques du titulaire s'effectue dans les conditions prévues au CCAG visé par le présent marché.

9.9 Différends

Le comité consultatif de règlement amiable ou litiges relatifs aux marchés publics peut être saisi selon les modalités fixées par le décret 2010-1525 du 8 décembre 2010 relatif aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics.

Le comité consultatif compétent est la Préfecture de la région Provence - Alpes - Côte d'Azur Secrétariat général pour les affaires régionales (SGAR)

CCIRA de Marseille Place Félix Baret CS 80001

13282 MARSEILLE Cedex 06

Secrétariat du comité : Catherine PIETRI

Courriel: catherine.pietri@paca.gouv.fr

Tél. : 04.84.35.45.54

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le :

Tribunal administratif de Marseille

22 – 24 avenue Breteuil

13281 Marseille

Téléphone : 04 91 13 48 13

Télécopie : 04 91 81 13 87 / 89

Courriel : greffe.ta-marseille@juradm.fr

Le droit applicable au présent marché est le droit français

ARTICLE 10 : DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations apportées aux documents généraux et normes françaises homologuées sont explicités dans les articles désignés ci-après :

a) C.C.A.G.

Dérogation à l'article	10.4	résultant de l'article	3.6.3	du C.C.A.P.
" "	12	" "	3.6 et 3.7	"
" "	31.3	" "	8.3.6	"
" "	38	" "	9.1	"
" "	52.1	" "	8.5	"

b) C.C.T.G.

Dérogation résultant des fascicules techniques

- chapitre 17 du fascicule technique des ouvrages de pierre de taille
- chapitre 17 " " " de maçonnerie
- chapitre 18 " " " de charpente en bois.

16 JUIN 2026

Le Maître d'ouvrage,
Pour la Directrice Régionale des Affaires Culturelles
et par délégation
Le Directeur Régional Adjoint



Louis BURLE

Lu et accepté,
L'Entrepreneur,

